

ABONNEMENTS

Ordinaire : 6 F

De soutien : à partir de 10 F

2 365-76 RENNES

"Le Peuple breton" - B.P. 103

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé.

LE PEUPLE BRETON

0,60 UDBN

ORGANE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

Pour LE PLEIN EMPLOI EN BRETAGNE

des institutions régionales efficaces

Le 29 octobre

avec les travailleurs bretons : une étape

(Voir notre Edito, page 2 et notre chronique : Le problème breton, page 4)

RENTREE UNIVERSITAIRE

L'optimisme de M. Fouchet
n'est pas de mise en Bretagne

La rentrée des classes est passée, la rentrée universitaire arrive. Le Plan Fouchet commence à entrer en application. Tout semble se passer dans de bonnes conditions. Qu'en est-il exactement ?

Il semble bien que les conditions se soient en fait aggravées, mais elles sont masquées par les efforts accomplis par tous les services de l'Éducation nationale pour éviter de trop fortes distorsions. Tous les chefs d'établissements pallient avec les moyens du bord à l'afflux des nouveaux venus. Le traditionnel problème, renouvelé chaque année, du manque de locaux et de professeurs, subit avec l'application du Plan Fouchet une aggravation, car les classes terminales secondaires doivent être démultipliées, en raison des nouveaux programmes et des nouvelles structures adoptées. La demande sur le marché professoral est donc très forte alors que l'offre est plus faible. Ce manque d'enseignants conduit les chefs d'établissements à se contenter pour des postes de titulaires de jeunes licenciés, et même de demilicenciés, qui n'ont reçu aucune formation pédagogique en vue d'exercer cette profession.

Dans l'enseignement supérieur, la suppression de la propédeutique a été effectuée alors que les nouvelles structures d'accueil sont incomplètes. Le brusque afflux de jeunes étudiants de première année menace d'engorger les sections déjà surchargées. Ainsi, à la faculté des lettres de Rennes, la section de géographie accueille cette année plus de 400 étudiants nouveaux. Or, la plus grande des classes ne peut contenir plus d'une centaine d'étudiants. Pour encadrer cette géographie des géographes, la section de géographie ne dispose que de trois professeurs titulaires (il en faudrait le triple), de cinq assistants (il en faudrait le double) et de deux garçons de laboratoires (il en faudrait cinq). Le manque de locaux, comme

le manque de professeurs, et aussi de matériel, amène fatalement, à titre de conséquence, le fractionnement du nombre des étudiants en de nombreux groupes de travail, ce qui réduit pour chaque groupe le nombre d'heures d'enseignement.

Pourtant, avec une compression maximale des effectifs, tous les élèves et les étudiants, vaille que vaille, trouvent à s'intégrer dans un établissement quelconque, grâce à la somme d'ingéniosité dépensée par les responsables locaux et aux multiples installations de fortune. C'est de cette situation, pour le moins difficile, que se satisfait notre ministre de l'Éducation nationale, quand il déclare que la rentrée s'est effectuée dans des conditions acceptables.

L'optimisme de commande du ministre Fouchet se comprend lorsqu'on connaît la solution adoptée par le régime gaulliste pour faire face à des classes jeunes si nombreuses. La situation actuelle n'est que transitoire, le Plan Fouchet a pour but de profiter au meilleur marché possible de l'existence d'une jeunesse nombreuse, par une formation rapide au moindre coût. Ainsi, on répond à la fois aux besoins immédiats de l'économie capitaliste et à l'engorgement de l'enseignement supérieur, en arrêtant la relative démocratisation dont il est l'objet. Les conséquences en sont fort graves pour la Bretagne, région à forte démographie populaire jusqu'à nos jours, où la promotion sociale était peu sensible jusqu'à ces dernières années.

LES COUCHES RURALES DÉFAVORISÉES

Les éléments de la forte classe paysanne bretonne qui commençaient à pénétrer dans l'enseignement supérieur vont probablement faire les frais de la réforme scolaire.

• Au niveau du secondaire une série de barrières sélectives va orienter les élè-

ves. Le premier est établi au niveau de la classe de troisième. Seuls les plus « doués » continueront. Sous ce vocable se cache le vice fondamental de tout le système de réforme. Les inégalités culturelles entre les classes sociales sont un fait reconnu. Les « fils de famille » arrivent dans le secondaire avec un capital culturel bien supérieur à celui des fils de familles modestes. Les premiers ont plus de chances que les seconds de franchir ces barrières de sélection. L'inégalité de départ se trouve renforcée, et l'on aboutit par la suite, dans la vie professionnelle, à une aggravation des inégalités sociales. Les premiers formeront le groupe de ceux qu'on appelle les « cadres supérieurs de la nation », les seconds, dirigés par la suite dans les I.U.T. (instituts universitaires de technologie), formeront les « cadres subalternes ».

• Au niveau de l'enseignement supérieur, le système des bourses voit ses inégalités renforcées. Proportionnellement le nombre décroît et, de façon absolue, le montant subit des abattements, qui peuvent aller jusqu'à 20 % du montant ancien. Or, on sait que les fils d'agriculteurs, dont les parents sont considérés comme des propriétaires, sont défavorisés. Parmi ceux qui auront réussi à franchir tous les barrières pour entrer dans l'enseignement supérieur, un nombre croissant va être obligé de chercher un travail complémentaire. Déjà à Brest, l'année dernière, 45 % des étudiants étaient obligés d'avoir un travail pour poursuivre leurs études. Beaucoup d'entre eux, cherchant à donner des cours,

Avec les licenciés de Baud
et de Guingamp...



— Il ne nous reste plus qu'à lire « Bretagne-Magazine » pour retrouver l'optimisme !...

trouvent à enseigner dans un établissement libre. C'est un des aspects, avec l'aide de l'État, qui explique que l'enseignement libre soit si florissant chez nous. L'on sait que les conditions d'enseignement y sont bien meilleures, à la fois pour le maître et les élèves, puisque les effectifs sont compris entre 20 et 30 élèves par classe.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET ÉMIGRATION

Le second volet de la réforme qui présente un intérêt primordial pour nous, ce sont les rapports entre la formation professionnelle et l'émigration. Jusqu'à la réforme Fouchet la formation professionnelle véritablement organisée était pratiquement inexistante en Bretagne. Les jeunes qui étaient obligés d'émigrer — des ruraux pour la plupart — ne pouvaient prétendre qu'à trouver du travail de manœuvres polyvalents. Désormais une qualification professionnelle, au moindre coût il est vrai, est envisagée à tous les niveaux, tant à celui des centres de formation professionnelle qu'à celui des I.U.T. Or l'industrialisation est en panne depuis deux ans en Bretagne. Les jeunes Bretons qui auront reçu une qualification quelconque seront obligés d'émigrer. Loin de se ralentir, l'émigration va se trouver accélérée. Les émigrants bretons apportent à leur nouvelle région leur capital de technicité alors que le coût de leur formation aura été supporté par la Bretagne.

(Suite page 2)

Clergé et Bretagne

(suite de la page 3)

morte, profondément enraciné en Bretagne, est exploité à des fins nationalistes, avec le concours appuyé de la hiérarchie ecclésiastique.

Ajoutons que la solennité du 15 août est encore l'occasion, dans beaucoup de paroisses bretonnes, de sermons sur le vœu du roi Louis XIII, la protection spéciale que la Vierge accorde à la France, etc.

Il n'est pas de fête des écoles libres digne de ce nom, notamment à Rennes (ou le défilé des enfants est entraîné par le musique de... la garnison!) sans dépôt de gerbe au monument aux morts, lever des couleurs, exécution de la "Marseillaise", etc.

En 1965, lorsqu'une note des autorités académiques a recommandé aux enseignants de Rennes de conduire leurs élèves au grand défilé militaire qui clôturait les grandes manœuvres "Armor", ce sont les maîtres et professeurs de l'enseignement public qui ont protesté. Les écoles libres envoyèrent pieusement leurs élèves à cette parade militaire, plus soucieuse de montrer ainsi leur fidèle soumission au pouvoir gaulliste que de chercher, par leur abstention, à mettre leur attitude pratique en accord avec les appels du pape en faveur de la paix et du désarmement.

Si on voit souvent des ecclésiastiques parmi les "officiels" aux cérémonies militaires ou "patriotiques", on n'a guère remarqué leur présence jusqu'ici, en Bretagne, à des manifestations pour la paix et, en particulier, contre les installations militaires dans notre péninsule... Contrairement à ce qui s'est passé en Haute-Provence, prêtres et religieux bretons sont restés jusqu'à présent dans une prudente expectative, notamment dans la presqu'île de Crozon, où des manifestations se sont déroulées l'an dernier contre l'implantation d'une base de sous-marins "Polaris".

Depuis quelque temps, on perçoit cependant quelques signes d'évolution. Mgr Gouyon, archevêque de Rennes, vient de lancer un pressant appel aux catholiques pour les inciter à participer activement au combat pour la paix, ce qui lui a valu les encouragements de Paul VI. **Ouest-France**, dont les attaches avec l'épiscopat sont bien connues, a fait, il y a quelques mois, une campagne contre les "bangs" des avions militaires dans l'"Ouest"; ce même journal a ouvert une grande enquête sur la force atomique française, publiant notamment en bonne place la

déclaration de Mgr Guilhem au Concile et donnant largement la parole aux lecteurs, ce qui a montré l'existence, parmi ceux ayant participé à l'enquête, d'une majorité hostile à la force de frappe gaulliste.

Mais il ne faut pas se faire trop d'illusions sur le sens et les limites de telles initiatives. Le même Mgr Gouyon ne processionne-t-il pas le jour de la Fête-Dieu, dans des rues décorées de croix de Lorraine, pour donner ensuite la bénédiction du Saint-Sacrement dans une cathédrale dont la nef est pavée d'immenses urpeaux tricolores? Quant à **Ouest-France**, ce journal ne détruit-il pas lui-même l'effet bénéfique de ses campagnes pacifistes en publiant des articles cocardiers de son ancien directeur, Paul Hutin-Desgrees, qui vient régulièrement réchauffer l'ardeur patriotique des anciens combattants de Verdun ou expliquer à ses lecteurs que la France de De Gaulle est le flambeau de la justice et de la liberté... C'est plutôt sur le jeune clergé et sur les militants de certains mouvements chrétiens qu'il faut compter, semble-t-il, pour que s'impose enfin une réaction contre les anciennes compromissions avec un stato-nationalisme dont l'emprise, nous l'avons vu, n'est pas imaginaire.

C'est plutôt sur le jeune clergé et sur les militants de certains mouvements chrétiens qu'il faut compter, semble-t-il, pour que s'impose enfin une réaction contre les anciennes compromissions avec un stato-nationalisme dont l'emprise, nous l'avons vu, n'est pas imaginaire.

Le prétexte de la suppression est le déficit. Il est minime au regard de ceux de la R.A.T.P. et du métro, qui réclament de la part de l'Etat des subventions dont le total dépasse le montant des subventions qu'il accorde à la Bretagne du point de vue industriel. Que notre pays contribue largement à combler ce déficit alors que le pouvoir central lui refuse 6 millions d'anciens francs annuels pour faire fonctionner une ligne d'intérêt économique, touristique et social, montre bien la manière "coloniale" dont nous sommes traités. **Près de 80 000 passagers annuels sont cette fois concernés!**

Les "Usines Tanvez", de Guingamp, ferment leurs portes. Les délégués du comité d'entreprise sont allés à Paris protester auprès de la direction des usines, en vain. Ils avaient pourtant reçu des assurances formelles de la part des services gouvernementaux, il y a quelques mois, qu'une solution conforme aux intérêts des ouvriers serait trouvée. Le rappel de ces promesses n'a eu aucun effet. 150 personnes seront mises en chômage d'ici le mois de novembre prochain. Une manifestation de masse est prévue à Guingamp pour le 13 octobre. Il faut rappeler qu'il y a vingt ans les "Usines Tanvez" (métallurgie) employaient 1 500 ouvriers!!!

Le marché du haricot est en plein marasme. Le prix à la production est tombé à 0,50 F le kilo. Il a fallu arrêter la vente. Les producteurs se sont réunis pour étudier la question. Le retrait a été porté à 0,40 F le kilo et 0,30 F en deuxième catégorie. Même avec ces prix très bas tout n'a pas été vendu. Pour manifester leur mécontentement, les cultivateurs de la région palmapolaise ont déversé 10 tonnes de haricots dans un dépôt d'ordures à Kerly-Paimpol et les ont recouverts de fuel.

Finistère. — La Fédération des coopératives maritimes a tenu son assemblée générale à Concarneau. Tout ne va pas pour le mieux : le chiffre d'affaires de cette année est en baisse de 6 % sur celui de l'année dernière et les stocks gonflés correspondent aux besoins de deux années : 1966 et 1967.

Ille-et-Vilaine. — La décentralisation parisienne n'atteint même plus la Bretagne. A la "XX" Foire commerciale de Fougères, M. Yvon Bourges, ministre de l'Information, a déclaré qu'il ne fallait plus compter dans l'industrie que sur le développement des entreprises de la région. Il a ajouté : **Ce serait une utopie de croire que les grandes industries vont quitter les grosses agglomérations pour s'ins-**

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

aller dans des villes secondaires... Nous voilà prévenus!

Des jeunes travailleurs arrivent toujours plus nombreux à Rennes pour trouver du travail. S'ils arrivent à en trouver, la recherche d'un logement est une question autrement difficile, c'est même un véritable goulot d'étranglement pour l'essor de l'économie rennaise. Les nombreux foyers connaissent actuellement une situation dramatique. Chaque jour ils doivent refuser des dizaines de demandes. Des appels à la population sont lancés dans "Ouest-France". Ce point chaud rennaise illustre le problème du logement en Bretagne. Nous manquons de logements et surtout de logements à bon marché. Ce sous-équipement crucial constitue un des freins à l'expansion industrielle.

Dans sa réunion du 2 septembre 1966, l'Union départementale de la C.F.D.T. vient de prendre une nouvelle position sur la conjoncture économique et sociale de notre région. Elle s'est élevée contre le chômage permanent et croissant, l'émigration des jeunes travailleurs et le renforcement de la politique anti-sociale du patronat. La C.F.D.T. dénonce les nombreuses atteintes au droit syndical, les lois existantes n'étant pratiquement pas respectées, le pouvoir refusant d'ailleurs de fournir aux inspecteurs du travail le personnel et l'équipement indispensables.

Elle a rappelé la nécessité d'une planification démocratique véritable en matière économique. Les problèmes propres à la région ne peuvent se résoudre que dans un équilibre d'ensemble sur le plan national et non au gré des relations personnelles qui caractérisent le régime capitaliste. Elle a déclaré notamment : **Les responsables de la C.F.D.T. d'Ille-et-Vilaine, pleinement solidaires de l'ensemble des problèmes bretons, pensent que des solutions efficaces ne seront trouvées que dans la mesure où il y aura une véritable décentralisation des pouvoirs politiques, économiques et sociaux au niveau de la région.**

tailer dans des villes secondaires... Nous voilà prévenus!

Des jeunes travailleurs arrivent toujours plus nombreux à Rennes pour trouver du travail. S'ils arrivent à en trouver, la recherche d'un logement est une question autrement difficile, c'est même un véritable goulot d'étranglement pour l'essor de l'économie rennaise. Les nombreux foyers connaissent actuellement une situation dramatique. Chaque jour ils doivent refuser des dizaines de demandes. Des appels à la population sont lancés dans "Ouest-France". Ce point chaud rennaise illustre le problème du logement en Bretagne. Nous manquons de logements et surtout de logements à bon marché. Ce sous-équipement crucial constitue un des freins à l'expansion industrielle.

Dans sa réunion du 2 septembre 1966, l'Union départementale de la C.F.D.T. vient de prendre une nouvelle position sur la conjoncture économique et sociale de notre région. Elle s'est élevée contre le chômage permanent et croissant, l'émigration des jeunes travailleurs et le renforcement de la politique anti-sociale du patronat. La C.F.D.T. dénonce les nombreuses atteintes au droit syndical, les lois existantes n'étant pratiquement pas respectées, le pouvoir refusant d'ailleurs de fournir aux inspecteurs du travail le personnel et l'équipement indispensables.

Elle a rappelé la nécessité d'une planification démocratique véritable en matière économique. Les problèmes propres à la région ne peuvent se résoudre que dans un équilibre d'ensemble sur le plan national et non au gré des relations personnelles qui caractérisent le régime capitaliste. Elle a déclaré notamment : **Les responsables de la C.F.D.T. d'Ille-et-Vilaine, pleinement solidaires de l'ensemble des problèmes bretons, pensent que des solutions efficaces ne seront trouvées que dans la mesure où il y aura une véritable décentralisation des pouvoirs politiques, économiques et sociaux au niveau de la région.**

LOIRE-ATLANTIQUE. — A Nantes, 1 200 appartements neufs n'ont pas encore trouvés preneurs. C'est un aspect de la politique gouvernementale qui laisse aux entreprises privées le soin de pallier sa propre défaillance. La construction privée s'oriente naturellement vers la construction d'immeubles de luxe ou de demi-luxe au détriment des logements sociaux. Or que manque-t-il à la région nantaise, qui est une région industrielle : des logements sociaux. A Saint-Nazaire, pour l'année 1966, on a construit 438 H.L.M. nouveaux.

D'autre part, la spéculation sur les terrains à bâtir aboutit à une hausse inconsidérée des prix et menace, par le sous-équipement en logements, l'avenir de Nantes comme ville-métropole. M. Pisan, ministre de l'Équipement, l'a reconnu lui-même lors de sa récente visite à Nantes.

MOR-BIHAN. — Fermeture de l'usine "Cassegrain" à Baud. Les ouvriers ont exprimé leurs doléances à l'abbé Laudrin, député de la circonscription. Aucune solution n'a pu être trouvée. 173 personnes sont réduites au chômage.

Marasme dans la pêche orientale. Une réunion, tenue le 24 septembre 1966 à Lorient, a révélé que 95 % des chalutiers de Keroman ont une exploitation déficitaire. Plusieurs ont déjà été désarmés ; d'autres vont l'être. Les cours trop bas et les importations ont été mis en cause. Les amateurs espèrent une aide du F.R.O.M. nouvellement créé.

Entre Les Lignes

Malgré les sous-entendus d'une opposition partisane, le V^e Plan n'a pas oublié la Bretagne. La décentralisation organisée par le gouvernement permet l'attribution d'emplois de plus en plus nombreux. Les usines nouvelles se développent et le mouvement ne fait que s'amorcer...

LA SOLUTION, n° 15, septembre 1966, directeur politique : R. Richet, député U.N.R. de Saint-Brieuc.

Un vrai paradis, quoi !... Qu'en pensent les licenciés d'Hennebont, de Saint-Nazaire, de Guingamp ?

L'usine Tanvez, à Guingamp, ferme ses portes. 130 ouvriers sont licenciés. De telles nouvelles, la Bretagne en apprend presque tous les jours. Et on a l'impression que dans le reste de la France, de telles annonces sont accueillies avec une incroyable indifférence... Le marasme économique, le dépeuplement de la Bretagne ne sont pas inévitables ; mais il faut se battre. Ensemble nous le pouvons.

Lettre de TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN à ses abonnés bretons, 23 sept. 1966.

Où la vérité sans fard...

Composition linotype à façon

REVUES — TABLEAUX — THÈSES

LINARMOR

15, rue des Fossés - RENNES

réservez vos achats pour nos annonceurs

Pour résoudre vos problèmes

- de fiscalité
- de contentieux juridique
- Études financières

adressez-vous à

Joseph Moreau

59, avenue de la Gare

29 S - CONCARNEAU

B. P. 96

COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent.

Jean-Louis Latour, président du Cercle catholique de Redon :

- demande à Iffig, qui sait le breton et est capable de l'enseigner à ses compatriotes, d'être assez bon pour faire le déplacement de Kerfeunteun afin de l'apprendre aux jeunes de ce groupe ;
- lui demande, tant qu'il y sera, de faire le tour

des cercles haut-bretons où l'on chante également le breton, sans toujours le comprendre, mais cependant de bonne foi ; — trouve cette critique imbécile et indigne du "Peuple breton" qui devrait éviter les occasions de discorde, la Bretagne ne pouvant se réaliser que dans l'union de tous les efforts.

MIROITERIES DE L'OUEST

Installations de magasins — Produits verriers des manufactures

TY BOS - QUIMPER - Tél. : 6-47 et 37-47